

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Valoriser-autrement-pour-construire-un-interet-collectif>

# **Valoriser autrement pour construire un intérêt collectif**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 6 février 2006

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Alain Bertrand est cofondateur du SEL de Paris et de SEL'idaire, qui regroupe des activités au service de l'ensemble des SEL. (rue des Bourgades, 07140 Les Vans - [www.selidaire.org](http://www.selidaire.org)).**  
Pascale Delille est membre de SEL'idaire et du SEL de Paris.

Dans l'économie néo-libérale, l'argent fait défaut pour satisfaire des besoins légitimes et valoriser des compétences qui seraient pourtant utiles. Face à cette impasse, les SEL proposent de combiner démocratie participative et création de monnaies locales, pour solvabiliser tout ce qui contribue à renforcer le lien social.

De nos jours, les nouveaux marchés se créent sur la destruction de ceux qu'ils sont amenés à remplacer et les gains de productivité s'établissent en priorité sur la diminution des masses salariales et sur de nouveaux pillages des ressources naturelles. Qui, aujourd'hui, n'a pas conscience du fait que plus une entreprise est importante et plus elle peut s'octroyer le droit à externaliser ses coûts écologiques et sociaux ? De même, les marchés financiers, qui sont les vampires par excellence de toute l'activité économique et sociale, sont devenus les champions de la lucrativité au détriment de l'économie réelle et perdurent en s'adaptant aux krachs boursiers successifs, grâce à leurs règles du jeu ad hoc. Car si les profits sont privatisés, on s'empresse de "socialiser" les pertes en mettant les États et leurs populations à contribution.

L'argent manque pour satisfaire des besoins légitimes. Inversement, les activités écologiques, sociales et culturelles sont considérées au mieux comme improductives, au pire comme de véritables gouffres financiers. Ainsi, dans le secteur de l'éducation, il faut "dégraissier le Mammouth" ; on assiste à la fermeture des maternités et des petits services hospitaliers ; il y a nécessité de "combler le trou de la Sécu" ; on s'apitoie sur la désertification des campagnes alors qu'on supprime les classes primaires, bureaux de poste et gares ferroviaires qui rendaient viables les petites villes ; les mesures à adopter en matière d'écologie doivent prouver leur rentabilité sur les marchés de l'environnement.

Les services publics en général sont considérés comme des entraves au développement économique, et il convient de les privatiser, comme le prévoit l'Organisation mondiale du commerce par l'intermédiaire d'un traité en cours de négociation, l'AGCS (Accord général sur le commerce des services). Signe des temps, on assiste également à une évolution du langage : s'il nous semble encore cocasse d'apprendre que les employés de l'Agence nationale pour l'emploi doivent traiter leurs ressortissants de "clients", il y a fort à parier que cette terminologie finira par aller de soi dans quelques années.

Pour l'économie dite "néo-libérale", qui réussit actuellement à évacuer les pouvoirs politiques constituant des obstacles au commerce, il n'est qu'un but : renforcer la sphère de la marchandisation du monde, sans état d'âme pour les exclus du banquet de la grande consommation. " Les populations les plus pauvres feront une fois encore les frais d'une politique destinée à sauver la mise des banques et des investisseurs privés ", résume Yves Tavernier, député PS, dans le rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale intitulé "FMI, Banque mondiale : vers une nuit du 4 août". Des propos qui illustrent bien la politique de ces deux champions du néo-libéralisme que sont devenus la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Ce sont donc des intérêts privés qui déterminent les valeurs et les richesses de nos communautés. C'est pourquoi, malgré la "reprise", il existe toujours de nombreux besoins insatisfaits pour une population non solvable alors qu'en parallèle, des savoirs ou techniques qui pourraient répondre à ces besoins restent inexploités car considérés comme non rentables selon cette même logique. L'argent manque à la base pour satisfaire des besoins légitimes et valoriser des compétences ou des disponibilités qui seraient pourtant utiles : c'est ce rôle d'outil de liaison pour assurer la

cohésion sociale qu'il s'agit de recréer.

En ces temps d'aspiration montante à la citoyenneté active et participative, créer des espaces publics de débat (sur le modèle des agoras grecques, avec les femmes et les étrangers en plus) où l'on puisse échanger des informations et essayer d'élaborer un intérêt collectif devient un objectif premier, qui nécessitera des passages à l'acte pour se pérenniser.

Mais il paraît nécessaire d'arrimer ces actions au monde économique pour ne pas rester dans l'incantatoire. En effet, seule la maîtrise du financement permet l'autodétermination des groupes et l'autonomie des projets. Si les centres de décision et les moyens d'action se trouvent en d'autres lieux, ces consultations, conseils de développement et autres assises de la citoyenneté seront rapidement assimilés à du folklore démocratique stérile.

### **Combiner démocratie participative et monnaies locales**

Seule une marge de manoeuvre politique, et surtout financière, permettra que les décisions du groupe ne soient pas entièrement tributaires des validations et subventions institutionnelles. Deux expérimentations nous paraissent intéressantes dans cette optique : le budget participatif de Porto Alegre (expérience de démocratie participative qui détermine les orientations du budget municipal) et les monnaies locales des SEL, la plupart indexées sur le temps.

La combinaison des deux systèmes apparaît complémentaire, dans la mesure où ils peuvent se relayer. Le processus démocratique retrouve une nouvelle ampleur s'il développe la gestion et l'utilisation d'une monnaie qui va lui permettre, entre autres, de solvabiliser ce qui renforce le lien social. Il ne s'agit pas de marchandiser (même en monnaie locale !) toutes les activités humaines, mais de créer une réappropriation communautaire des modalités de valorisation de ce qui a été reconnu utile ou satisfaisant pour le groupe et qui permet la participation maximale de ses membres dans la circulation des échanges, marchands et non marchands.

### **Vers une mixité financière**

Prenons l'exemple d'Ithaca (État de New York), où des commerçants participent à l'expérimentation menée par une association qui a mis en circulation une monnaie non convertible en dollars, mais convertible en temps (sur la même idée que les banques du temps en Italie) : le temps passé à rendre des services ou à transmettre des connaissances se convertit en marchandises et autres biens de consommation.

On pourrait imaginer que des entreprises, des coopératives ou des mutuelles (et toutes les structures qui fondent aujourd'hui l'économie sociale et solidaire) intègrent partiellement le fonctionnement de ces monnaies sociales : par exemple, en décidant de promouvoir des produits de commerce équitable ou des productions locales en circuit court pour soutenir le développement local d'une région en difficulté, elles pourraient assurer en monnaie officielle la partie intégrée en monnaie sociale dans le système ou ses coûts de fonctionnement ; leurs clients, membres ou sociétaires, seraient sollicités de manière préférentielle pour faire partie du réseau. En échange, les structures de l'économie sociale et solidaire pourraient bénéficier de services ponctuels rendus en temps de disponibilité par ces mêmes membres.

En effet, ils auraient tout intérêt à donner de leur temps en échange de cette monnaie qui leur permettrait d'avoir accès à des biens de consommation ou des services. Les mutuelles pourraient ainsi susciter un réinvestissement de leur fonctionnement démocratique à travers cet enjeu à court terme, qui permettrait aux sociétaires d'orienter le mode de participation de leur mutuelle. Le bénévolat pourrait aussi être valorisé.

On pourrait aussi envisager des incitations fiscales pour développer, par exemple, le lien social qui permet d'intégrer et de valoriser les individus, réduit la violence (aussi bien entre les gens que contre les institutions) et diminue les pathologies individuelles (celles issues de la dépréciation de sa propre image qui conduisent à la dépression, à l'alcoolisme ou à la maltraitance familiale). Donc, les économies réalisées sur les coûts sociaux (frais médicaux, dégâts matériels, etc.) devraient largement compenser les avantages fiscaux ou l'absence de TVA sur les échanges.

Ce serait, de toute façon, moins onéreux pour la collectivité. Tous les protagonistes de ces réseaux d'échanges monétarisés devraient trouver un intérêt intrinsèque à participer (dans le catalogue des SEL, par exemple, tout le monde peut offrir mais aussi avoir des demandes), le temps que s'installe la confiance nécessaire à tout système monétaire.

### **Une monnaie pédagogique au service du politique**

Une monnaie de proximité, portée par la confiance et les activités du groupe, devient ainsi un instrument pédagogique pour relativiser le pouvoir de l'argent.

Cette monnaie, créée par le groupe pour faciliter son fonctionnement et permettre la circulation transitive des échanges et du lien social, est placée sous son contrôle. Ainsi, ce groupe peut expérimenter (et résoudre), dans un champs qui reste à sa portée, les dysfonctionnements qui peuvent se rencontrer sur une plus grande échelle. Et il peut modifier les règles d'usage si le besoin s'en fait sentir (ce qui peut permettre d'extrapoler en se disant qu'il suffirait d'une volonté collective pour changer les règles du jeu de la finance internationale qui ne servent qu'un nombre de plus en plus restreint de personnes et desservent la grande majorité). La pratique concrète de la démocratie dans une sphère locale permet aux membres du groupe de retrouver cette légitimité, de renouer avec la puissance et les possibilités d'action du collectif, donc de sortir du fatalisme et de la soumission (ou de la violence de la révolte individuelle).

Cette monnaie ayant évidemment un usage limité, il y aura forcément des besoins qui devront se négocier en monnaie officielle : c'est là où l'expérience du budget participatif doit relayer cette première pratique et venir la compléter. Dans le prolongement d'une monnaie de proximité, le groupe garde le contrôle de l'utilisation de l'argent et retrouve ainsi une puissance d'action qui redonne tout son sens au fonctionnement démocratique.